



Liban : entre clientélisme régional et carcan national

Aurélie Daher

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2018/1 Printemps**, PAGES 169 À 180

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365678131

DOI 10.3917/pe.181.0169

Date de mise en ligne : 06/03/2018

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-1-page-169?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2018-1-page-169?lang=fr).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Liban : entre clientélisme régional et carcan national

Par Aurélie Daher

Aurélie Daher, docteur en science politique, est co-responsable du master «Peace Studies» de l'université Paris-Dauphine et enseignante à Sciences Po Paris. Elle est l'auteur de *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, Paris, Presses universitaires de France, 2014¹.

En novembre 2017, les dirigeants saoudiens forcent le Premier ministre libanais, Saad Hariri, à démissionner. Ils commettent ainsi une erreur d'appréciation aux conséquences importantes. Si Riyad espère une mise à l'écart politique du Hezbollah chiite par la communauté sunnite, ces agissements ont été dénoncés par la majorité des Libanais, toutes confessions confondues. Une retombée de cette action pourrait être le renforcement des courants pro-iraniens aux élections législatives de mai 2018.

politique étrangère

Le 3 novembre 2017, Saad Hariri, Premier ministre du Liban, est prié par Riyad de se rendre de toute urgence en Arabie Saoudite. Le lendemain, à la surprise générale et depuis la capitale saoudienne, il annonce sa démission. Cause invoquée : sa «lassitude» face à une «politique libanaise placée sous tutelle extérieure²». Le leader de la communauté sunnite libanaise accuse le Hezbollah, principale formation chiite et premier parti politique du pays, de «chercher à l'assassiner».

Il apparaît toutefois rapidement que cette démission a été imposée par un régime saoudien qui retient son «client» libanais mais aussi sa famille en otage. Les éditorialistes d'Arabie Saoudite et du Golfe explicitent l'objectif de la manœuvre. Il s'agirait tout d'abord d'inciter les faucons sunnites libanais à s'opposer brutalement à leurs adversaires chiites dans l'arène politique, ce qui conduirait à la constitution

1. La rédaction de cet article a bénéficié du soutien de la Fondation Harry Frank Guggenheim, fondation privée américaine de soutien à la recherche universitaire sur la violence dans le cadre de notre projet de recherche sur la fracture sunnito-chiite au Moyen-Orient.

2. «Al-Harîrî yu'lin istiqlâlahu : Aydî îrân bil-mintaqa satuqta'», *Al-Arabiya*, 4 novembre 2017.

d'un nouveau gouvernement dont serait exclu le Hezbollah, et/ou encouragerait certains groupes communautaires à recourir à la violence interconfessionnelle³.

La crise qui s'ensuit s'aggrave jusqu'au retour de Hariri au Liban, un peu plus de deux semaines plus tard, le 22 novembre. Elle illustre l'état des rapports de force entre sunnites et chiites à un double niveau. Au niveau régional, la rivalité entre l'Arabie Saoudite et l'Iran menace d'embraser le Moyen-Orient depuis le début de la décennie 2010. À l'échelle nationale, le champ politique libanais apparaît verrouillé par un acteur dominant qui tient désormais les leviers politiques et sécuritaires essentiels du pays.

On tentera ici d'expliquer la crise saoudo-libanaise de novembre 2017, et d'en analyser les enjeux et la portée. Pour ce faire, il faudra revenir sur un contexte de polarisation dédoublé entre acteurs sunnites et chiites : le contexte libanais lui-même, où les deux grandes communautés musulmanes du pays ne sont en compétition directe que depuis la seconde moitié des années 2000 ; et le contexte régional des relations entre l'Arabie Saoudite et l'Iran. L'épisode de la démission de Hariri permettra alors de mettre en évidence une dynamique à double sens : si la polarisation d'un champ régional impacte de manière *top-down* le contexte national, celui-ci peut, à son tour, repositionner les acteurs régionaux les uns face aux autres dans une logique *bottom-up*.

Sunnites vs. chiites au Liban entre 2005 et 2017

Si la compétition entre communautés sunnite et chiite au Liban devient explicite après la fin de la tutelle syrienne sur le pays (1990-2005⁴), les répercussions potentiellement dangereuses de la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite sur les relations entre les deux grandes composantes musulmanes libanaises ne se manifestent de manière significative que depuis le début des années 2010⁵.

3. Voir les tweets virulents du responsable au ministère des Affaires étrangères saoudien, Thamer Al-Sabhan, qui des semaines durant avant la démission de Hariri, postait des messages annonçant un grand chamboulement imminent au Liban, dont le Hezbollah devait sortir perdant. Voir aussi « Al-Harîrî yuqlib al-tâwila », *Al-Hayat*, 5 novembre 2017, et « Azmat hukm fî Lubnân : Istiqâla mudawwiya lil-Harîrî », *Al-Ra'y*, 5 novembre 2017.

4. A. Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, Paris, Presses universitaires de France, 2014, chapitre 9.

5. A. Daher, « Parrainages régionaux et polarisations belligères : la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite au Liban », *Critique internationale*, n° 80, (à paraître, juillet-septembre 2018).

Certes, plusieurs incidents avaient été observés auparavant, laissant entrevoir quelques premières frictions saoudo-iraniennes en terrain libanais. La guerre des 33 jours de l'été 2006 en est une illustration : celle-ci a été perçue par Washington, Londres et Paris comme le résultat d'une directive émise par l'Iran auprès du Hezbollah ; l'Arabie Saoudite (suivie par l'Égypte et la Jordanie) allait, pour la première fois dans l'histoire du conflit israélo-arabe, se désolidariser de l'organisation paramilitaire libanaise, et qualifier ses dirigeants d'« aventuriers⁶ ». On pourrait également mentionner l'annulation, sur requête du Royaume saoudien, de l'accord de cessez-le-feu conclu en 2008, grâce à une médiation du Hezbollah, entre des groupes salafistes proches de Riyad et des alaouites de la ville de Tripoli⁷. Enfin, le double attentat contre l'ambassade d'Iran à Beyrouth en novembre 2013, imputé aux Brigades Abdallah Al-Azzam liées à Al-Qaïda, allait générer un échange d'accusations exceptionnellement vif entre Riyad et Téhéran⁸. Toutefois, les deux grandes puissances régionales semblaient alors préférer contenir le niveau de leur rivalité au Liban en dessous du seuil de déstabilisation sécuritaire du pays.

La publication par Wikileaks, en juin 2015, de plusieurs dizaines de milliers de télégrammes diplomatiques saoudiens, allait venir illustrer le renforcement, au début des années 2010, des relations entre l'Arabie Saoudite et la coalition libanaise anti-syrienne et anti-iranienne du 14 Mars. Pendant des décennies, les dirigeants saoudiens avaient développé un clientélisme souple au Liban, comprenant le besoin des sunnites libanais de maintenir des relations acceptables avec leurs compatriotes chiïtes. Mais une mutation semble alors s'opérer, avec la mise en place d'une relation plus organique et directive de la part du patron saoudien⁹. Les rapports allaient davantage se tendre entre le Hezbollah chiïte et le Courant du Futur sunnite, parti de Hariri, durant le mandat du Premier ministre Tammam Salam (février 2014-décembre 2016). Tout au long du mandat de Salam, le ton monte entre acteurs sunnites et chiïtes au Liban. Le Courant du Futur tente à plusieurs reprises de faire passer des directives saoudiennes en Conseil des ministres, dans une stratégie explicite pour bloquer

Le ton monte entre acteurs politiques sunnites et chiïtes au Liban

6. A. Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, op. cit., chapitre 8.

7. A. Daher, « Parrainages régionaux et polarisations belligènes : la rivalité entre l'Iran et l'Arabie Saoudite au Liban », op. cit.

8. *Ibid.*

9. *Ibid.*

le Hezbollah¹⁰. Ce dernier et ses alliés les contrecarrent en immobilisant la vie institutionnelle par le haut : en empêchant la tenue de plusieurs sessions parlementaires dédiées à l'élection d'un nouveau président de la République et en retardant la conclusion d'un accord autour d'un candidat agréé de tous, l'alliance du 8 Mars participe à maintenir le Liban sans chef d'État durant près de deux ans et demi.

Le discours accusateur croisé entre les deux parties est désormais rôdé. Le Courant du Futur fustige le Hezbollah en lequel il dénonce un *proxy* de l'Iran dans les guerres de la région. Le Hezbollah, lui, reproche au Courant du Futur d'avoir réduit la vie politique libanaise à la défense d'intérêts exclusivement saoudiens. Chaque camp accuse l'adversaire de privilégier les desideratas de son mentor régional, au risque d'attenter à la paix intercommunautaire du pays.

Cet état de tension impacte le fonctionnement des institutions. Les élections législatives, qui doivent se tenir tous les quatre ans, sont repoussées à plusieurs reprises. En 2009, la coalition du 14 Mars avait, comme en 2005, remporté la majorité des sièges. Mais dans le courant de l'année 2010, des rumeurs annoncent que la Commission internationale chargée d'enquêter sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri va, dans un acte d'accusation « imminent », mettre en cause quatre membres du Hezbollah¹¹. Le Premier ministre Saad Hariri refuse de déclarer à l'avance ces possibles conclusions nulles et non avenues. Le Hezbollah, appuyé par ses alliés du 8 Mars, fait alors tomber son gouvernement en janvier 2011. Dans la foulée, il provoque une bascule des 11 ministres liés au leader druze Walid Joumblatt, à l'époque composante du 14 Mars, dans le camp du 8 Mars, et réussit à inverser les rapports entre majorité et minorité au Parlement. Il prend ainsi directement la tête des affaires politiques libanaises, pour la première fois de son histoire. La dégradation concomitante de la situation en Syrie, avec les premiers soulèvements populaires contre le pouvoir de Bachar Al-Assad, et la militarisation de la rébellion à compter de 2012, amènent les deux camps libanais à se prononcer pour un report des élections législatives prévues en 2013. On préfère attendre une sortie plus ou moins nette du conflit syrien, le rapport de force entre belligérants étant perçu comme devant se répercuter à l'identique sur la

10. À titre d'exemple, voir « Salam : l'Iran s'est étendu au Liban au détriment de notre souveraineté », *L'Orient-Le Jour*, 25 février 2016, disponible sur : <www.lorientlejour.com>, et la crise de février 2016 suite à l'annonce de la suspension d'un don saoudien de trois milliards de dollars à l'armée libanaise. Voir aussi P. Khalifeh, « L'Arabie Saoudite accentue ses pressions sur le Liban », *RFI*, 2 mars 2016, disponible sur : <www.rfi.fr>.

11. Sur l'enquête internationale autour du meurtre de Rafic Hariri et le Tribunal spécial pour le Liban, voir A. Daher, *Le Hezbollah. Mobilisation et pouvoir*, op. cit., chapitre 10.

position de leurs soutiens au Liban. L'aide directe apportée par l'Arabie Saoudite à certaines factions de l'opposition syrienne, et l'intervention de la Résistance islamique (composante militaire du Hezbollah) aux côtés des troupes du régime de Bachar Al-Assad à partir du printemps 2013 repoussent à nouveau l'éventualité d'une reprise du processus électoral.

Empêtrés dans leur bras de fer, les deux patrons régionaux renoncent à exercer leur rôle traditionnel de médiateurs dans les blocages au Liban. Les acteurs locaux se révèlent quant à eux incapables de traiter efficacement une série de dossiers de nature sociale ou économique. Ainsi, en l'absence d'un président de la République durant 29 mois – et donc d'une autorité pouvant signer les décrets –, le gouvernement ne peut faire avancer aucun des textes qui doivent permettre le lancement d'une exploitation des réserves de gaz et de pétrole récemment découvertes dans les eaux maritimes nationales¹². Endettées à hauteur de plus de 80 milliards de dollars à la fin de l'année 2017¹³, les autorités libanaises présentent pourtant l'exploitation de ces réserves comme le moyen de soulager significativement les finances publiques¹⁴. En outre, les chefs communautaires entendent bien profiter de cet afflux attendu de devises pour en injecter une partie dans leurs réseaux clientélistes¹⁵.

2016 : l'Arabie Saoudite durcit le ton à l'égard de Saad Hariri

La tension entre Riyad et Téhéran monte d'un cran le 2 janvier 2016 : l'Arabie Saoudite exécute le cheikh Nimr Al-Nimr, leader chiite saoudien et critique acerbe de la politique menée à l'encontre de sa communauté par le régime. Des manifestants iraniens attaquent l'ambassade saoudienne à Téhéran et le consulat à Machhad. En dépit d'un appel au calme et d'une condamnation officielle par le régime iranien, le Royaume rompt ses relations diplomatiques avec la République islamique le 3 janvier.

Au Liban, l'initiative saoudienne s'accompagne de plusieurs mesures anti-iraniennes, qui visent tout d'abord le Hezbollah. Ce dernier est critiqué depuis plus de trois ans pour son intervention en Syrie, perçue comme un choix dicté par un Iran décidé à se mesurer à une Arabie elle-même

12. Des études ont révélé en 2009 que le Liban, Chypre et Israël partageaient un bassin de réserves en gaz et en pétrole de taille respectable. La part du Liban représenterait 850 milliards de m³ selon les estimations les plus basses. Or, « la loi pétrolière de 2010 n'avait toujours pas de décret d'application, les premières enchères [...] avaient tourné court ». C. Fages, « Liban : le pétrole objet du premier décret du nouveau gouvernement », *RFI*, 9 janvier 2017, disponible sur : <www.rfi.fr>.

13. En 2017, le rapport dette publique/PIB est de 140 %, le troisième ratio le plus élevé au monde. K. Ouazzani, « La dette publique libanaise est loin d'être insoutenable, selon Bank Audi », *L'Orient-Le Jour*, 12 mai 2017, disponible sur : <www.lorientlejour.com>.

14. Entretien avec un ministre du Hezbollah et un haut responsable d'Amal, Beyrouth, décembre 2017.

15. Entretien avec deux députés du Courant du Futur, Beyrouth, décembre 2017.

déjà partie prenante au conflit. Le Hezbollah est en outre accusé d'être actif au Yémen aux côtés des Houthis, au Bahreïn en soutien à la contestation chiite, et en Irak¹⁶. À ce titre, Riyad avait déjà expulsé une trentaine de Libanais de confession chiite en juin 2013. En mai 2015, deux personnes présentées comme des dirigeants du Hezbollah avaient elles aussi été sanctionnées. Le 26 novembre 2015, le gouvernement saoudien gèle les avoirs de 12 dirigeants présumés du Hezbollah et d'organismes économiques supposés lui être rattachés.

Mais la guerre contre le Hezbollah est réellement déclarée le 2 mars 2016, lorsqu'évoquant les « interventions du Hezbollah dans les pays membres » et « en Syrie, en Irak et au Yémen¹⁷ », le Conseil de coopération du Golfe (CCG), présidé par l'Arabie Saoudite, décide de qualifier pour la première fois le mouvement chiite d'« organisation terroriste¹⁸ ».

L'Arabie Saoudite ne se contente pas d'incriminer le Hezbollah. Le mouvement du 14 Mars – et plus particulièrement le Courant du Futur de Saad Hariri – est tout autant pris pour cible.

Le 19 février 2016, Riyad suspend un don de trois milliards de dollars consenti au gouvernement libanais deux ans plus tôt, et qui devait aider l'armée à acheter des armes auprès de la France¹⁹. Paradoxalement, pénaliser l'armée en la privant d'un armement dont elle a besoin contre les réseaux djihadistes actifs depuis la Syrie, revient dans les faits à sanctionner le 14 Mars. Pour ce dernier en effet, la protection du territoire libanais est du seul ressort des institutions nationales, alors que le Hezbollah affirme avoir un rôle spécifique à jouer en la matière, que ce soit contre Israël ou contre les groupes armés venus de Syrie.

En sus des trois milliards, le Royaume avait ajouté un milliard supplémentaire, mis à la disposition de Saad Hariri lui-même, afin qu'il procède à une allocation au profit des forces de l'ordre. En cela, Riyad aidait le chef du Courant du Futur à se remettre en selle : d'une popularité contestée après deux années jugées peu convaincantes à la tête du gouvernement

16. Le Hezbollah niera systématiquement ces accusations, sauf pour l'Irak où il reconnaîtra en mars 2016 une présence de la RiL. Voir « Nasrallah aux États arabes : Fichez-nous la paix ! », *L'Orient-Le Jour*, 6 mars 2016, disponible sur : <www.orientlejour.com>.

17. Voir « Double camouflet arabe au Hezbollah, pointé du doigt comme « terroriste », *L'Orient-Le Jour*, 3 mars 2016, disponible sur : <www.orientlejour.com>.

18. L'Irak, l'Algérie quelques jours après, et la Tunisie quelques semaines plus tard, se démarqueront toutefois de la position arabe commune, refusant de voir dans le Hezbollah une organisation terroriste.

19. En août 2014, une attaque massive et conjointe de Jabhat Al-Nosra et de l'État islamique sur Ersal, dans la Bekaa sunnite frontalière, prouvait que la capacité de nuisance des groupes djihadistes n'était pas à prendre à la légère.

(2009-2011), Hariri prévoit de répartir la bourse saoudienne à hauteur de 500 millions pour l'armée, 400 millions pour les Forces de sécurité interne (équivalent de la police), et 100 millions pour la Sûreté générale²⁰. Le choix saoudien de suspendre le milliard alloué à Hariri constitue un coup dur d'autant plus significatif que les difficultés financières du Courant du Futur sont alors patentées : militants du parti et salariés des entreprises de Hariri n'avaient, dans certains cas, pas touché leurs salaires ou compensations depuis des années. Quelques jours après la décision du CCG d'inscrire le Hezbollah sur la liste des organisations terroristes, le gouvernement saoudien intervenait directement dans les affaires de Saudi Oger, une des premières entreprises de la famille Hariri dans le Royaume, en en reprenant partiellement la gestion²¹.

Les difficultés financières du Courant du Futur sont patentées

En outre, en février 2016, Riyad appelle ses ressortissants à ne pas se rendre au Liban, privant ainsi le secteur du tourisme libanais des largesses des visiteurs saoudiens. La chaîne de télévision à capitaux saoudiens Al-Arabiya ferme ses bureaux de Beyrouth le 1^{er} avril. Le lendemain, des troubles éclatent dans la capitale libanaise après la publication par le quotidien panarabe saoudien *Al-Sharq Al-Awsat* d'une caricature provocatrice : un drapeau libanais affublé de la mention « poisson d'avril » donnait à entendre que l'État libanais n'avait pas d'existence en soi. Des manifestants en colère prenaient alors d'assaut les bâtiments du journal, et des banderoles retouchant les motifs du drapeau saoudien pour accuser la famille des Al-Saoud de barbarie, étaient suspendues sur les ponts traversant la nationale de Jal-el-Dib, au nord de Beyrouth²².

En dépit des déclarations de Saad Hariri – « La loyauté au Royaume signifie la loyauté au Liban, et offenser le Royaume signifie offenser le Liban [...] Le retrait de la diplomatie libanaise du consensus arabe est un péché²³ » –, le Courant du Futur est bel et bien pris entre le marteau et l'enclume. Jusqu'à l'automne 2016, Riyad souhaite un alignement complet de la position libanaise sur ses décisions à l'encontre du

20. Un choix qui reflète les priorités clientélistes de Hariri, les FSI étant depuis 2005 considérées comme proches du Courant du Futur, et la Sûreté générale comme un bastion étatique des pro-syriens.

21. « Les autorités saoudiennes mettent la pression sur l'entreprise de Hariri », *L'Orient-Le Jour*, 10 mars 2016, disponible sur : <www.lorientlejour.com>.

22. « À Jal el-Dib, une pancarte critiquant le régime saoudien en réponse à la caricature d'"Asharq al-Awsat" », *L'Orient-Le Jour*, 3 avril 2016, disponible sur : <www.lorientlejour.com>.

23. « Hariri : Nul ne peut annihiler l'arabité du Liban », *L'Orient-Le Jour*, 23 février 2016, disponible sur : <www.lorientlejour.com>.

Hezbollah. Ces pressions posent un double problème pour le 14 Mars. Même si elle en a grandement envie, la coalition pro-saoudienne libanaise ne peut donner à l'Arabie Saoudite ce qu'elle souhaite, car la Déclaration ministérielle libanaise statue alors explicitement en faveur de la légitimité et de la légalité de l'action armée de la Résistance islamique²⁴. Le Hezbollah n'est pas une organisation terroriste – et ne peut être qualifiée d'organisation terroriste, dit-elle en filigrane. En outre, si le Courant du Futur en venait à cautionner une attaque franche du Royaume contre le Hezbollah, ce serait à la fois s'assurer de représailles politiques particulièrement contrariantes de la part de ses adversaires sur l'échiquier interne, et risquer une confrontation générale entre sunnites et chiïtes au Liban.

Le Compromis présidentiel d'octobre 2016

Cette situation particulièrement tendue n'est désamorcée qu'à l'automne 2016, avec l'élection de Michel Aoun à la présidence de la République, et la nomination de Saad Hariri à la tête du gouvernement. L'obtention de ce double compromis illustre, dans sa gestation, le poids de la compétition entre les deux rivaux régionaux sur la politique libanaise.

Il faut en effet attendre décembre 2015 pour qu'émergent parmi les candidats deux noms acceptables : Michel Aoun, chef du Courant Patriotique libre, principal allié chrétien du Hezbollah et Soleiman Frangié, leader des Marada, petit parti chrétien du Nord, également composante de la coalition du 8 Mars. La candidature de Frangié provoque un certain étonnement, puisqu'elle résulte d'un accord entre l'intéressé et... Saad Hariri lui-même, pourtant leader du bloc opposé. En soutenant Frangié, Hariri espère donner une chance à ses propres ambitions : l'accord prévoit que le leader sunnite soutiendra la candidature à la présidentielle du maronite pro-syrien dans l'espoir que le 8 Mars appuie le retour de Hariri à la tête du gouvernement. Quelques semaines plus tard, à la mi-janvier, Samir Geagea, chef des Forces libanaises et principal allié chrétien de Hariri, crée à nouveau la surprise, en annonçant à son tour son candidat officiel pour la présidentielle : Michel Aoun.

24. Une Déclaration ministérielle au Liban est comparable à la Déclaration de politique générale française. Il s'agit surtout d'un pacte entre acteurs politiques et son non-respect peut remettre en cause l'existence du gouvernement lui-même. La Déclaration de 2013 prévoit qu'« il est du devoir de l'État d'œuvrer en vue de la libération des fermes de Chebaa et de Kfarchouba et la partie libanaise du village de Ghajar par tous les moyens légitimes, en mettant l'accent sur le droit de résistance des citoyens libanais à l'occupation et aux agressions israéliennes et leur droit à récupérer les terres occupées. » Mise en italiques de l'auteur. Voir sur : <www.pcm.gov.lb>.

Mais le Hezbollah, véritable arbitre de l'élection présidentielle, se pré-occupe moins de l'identité du chef de l'État que de celle du prochain responsable du gouvernement. Au Liban, le président a constitutionnellement peu de prérogatives, le Premier ministre est la vraie tête de l'exécutif. La capacité de nuisance du second est bien plus à craindre que celle du premier. L'élection de Frangié aux termes de Hariri ne satisfait pas le Hezbollah. Aux yeux de la direction du parti chiite, le passage de Saad Hariri à la tête du gouvernement, de 2009 à 2011, a été tout sauf convaincant, et elle n'entend pas s'embarrasser d'un Premier ministre encore plus proche de Riyad que Tammam Salam.

Avec l'aide d'Amal, seconde grande formation chiite dont le leader, Nabih Berri, préside le Parlement, le Hezbollah tient les portes de l'Hémicycle fermées tant que les deux camps ne s'entendent pas sur une formule qui conviendrait au parti. Celui-ci obtient finalement gain de cause : l'Arabie Saoudite, déterminée à réinstaller Saad Hariri à la tête du gouvernement, accepte non seulement l'élection d'Aoun, mais s'engage, aux côtés de son candidat-protégé, à prendre le chemin d'une coopération répondant pour l'essentiel aux attentes du Hezbollah. En d'autres termes, Hariri est autorisé par le Hezbollah et l'Iran à reprendre son poste de Premier ministre à la condition de ne plus contrarier la politique régionale du duo libano-iranien. Le Hezbollah et le Courant du Futur s'accordent par ailleurs sur la nécessité de faire baisser les tensions intercommunautaires, en abandonnant officiellement le langage des accusations mutuelles de vassalité envers Téhéran ou Riyad.

2017 : auto-éjection saoudienne du jeu libanais ?

Le compromis autour de la présidentielle de 2016 tient un an, jusqu'à la démission de Saad Hariri depuis Riyad, au début de novembre 2017. À Beyrouth, mis à part quelques radicaux, tous les acteurs politiques condamnent la démission – à commencer par le Courant du Futur lui-même. Le retrait d'Hariri remet en question les avancées, politiques et économiques, qu'il a permises dans l'année écoulée. Depuis l'enterrement de la hache de guerre sunnito-chiite, le ton, dans les rapports interconfessionnels, avait significativement baissé ; les décrets permettant le lancement de l'exploitation des réserves de gaz et de pétrole ont été signés – et les élections législatives, attendues de tous depuis 2013, sont planifiées pour le mois de mai 2018. L'abandon par Hariri de son poste à la tête du gouvernement menace directement cette dynamique positive.

À Tripoli, on brûle des portraits de Mohammed ben Salman

À l'encontre des souhaits et prévisions saoudiens, les sunnites libanais s'insurgent non pas contre leurs compatriotes chiites mais contre le parrain régional. « L'enlèvement d'Hariri » est largement interprété comme une violation de souveraineté, à laquelle s'ajoute une dose d'infantilisation méprisante envers le leadership de la communauté sunnite. Le fait est que le régime saoudien, moins d'une semaine après la démission de Saad

Hariri, intronise son frère aîné Bahaa comme nouveau leader de la communauté sunnite libanaise et du Courant du Futur. Les principaux responsables du parti, comme les membres de la famille Hariri, sont convoqués à Riyad pour prêter officiellement allégeance²⁵. Pour toute réponse, les Hariri affichent leur solidarité avec Saad²⁶. Nuha Al-Machnouk, ténor du Courant du Futur, rabroue Riyad sans complaisance dans une série de diatribes souverainistes²⁷. À Tripoli, capitale sunnite du Liban, on brûle des portraits du prince héritier Mohammed ben Salman²⁸. Le soulèvement est transconfessionnel, et à Beyrouth le marathon annuel prend des airs de manifestation de soutien au Premier ministre « démissionnaire ».

L'annonce de cette démission a, dans un premier temps, de quoi satisfaire le Hezbollah et l'Iran. Dans la perspective de discussions autour d'un successeur à la tête du gouvernement, les sunnites sont en mauvaise posture pour négocier la nomination d'un Premier ministre ouvertement favorable à Riyad. En retirant Hariri du jeu institutionnel, le Royaume avait espéré mettre l'arène libanaise sous pression et y renforcer son influence : en pratique et *a contrario*, il en a retiré lui-même son principal levier.

Face à ces résultats imprévus, Riyad aurait contacté Tel Aviv dans l'objectif de sous-traiter auprès de l'armée israélienne un bombardement du sud du Liban – fief du Hezbollah²⁹. Cette demande déclinée, l'Arabie Saoudite aurait sérieusement étudié la possibilité d'une attaque par sa propre aviation. Les difficultés techniques du projet, et les interventions de plus en plus nombreuses de la communauté internationale en faveur d'un désamorçage de la crise, amènent Riyad à renoncer. Saad Hariri est finalement exfiltré vers Paris. Il retourne à Riyad quelques jours, pour sauver les

25. « Al-Sa'ûdiyya tutâlib Âl al-Harîrî : Bâyi'û Bahâ' », *Al-Akhbar*, 9 novembre 2017.

26. « Al-Mustaqbal yutâlib bi-ra'îsihi wal-tawâzun », *Al-Nahar*, 9 novembre 2017.

27. *Ibid.*

28. « Al-Machnûq ya'muru bi-izâlat kull al-suwar min al-chimâl », *Al-Nahar*, 11 novembre 2017.

29. D. Shapiro, « Is Saudi Arabia Pushing Israel Into War With Hezbollah and Iran? », *Haaretz*, 7 novembre 2017, disponible sur : <www.haaretz.com> et A. Harel, « Saudi Arabia Is Opening a New Front Against Iran, and Wants Israel to Do Its Dirty Work », *Haaretz*, 12 novembre 2017, disponible sur : <www.haaretz.com>.

apparences quant à sa prétendue « liberté de mouvement », puis reprend finalement le chemin de Beyrouth, où il annonce la « suspension » de sa démission. Quelques jours plus tard, il déclare explicitement : « Moi, je voudrais rester Premier ministre³⁰. »

Le maintien de Saad Hariri au poste de Premier ministre sera selon toute probabilité confirmé après les élections législatives de mai 2018 qui, en dépit de quelques premières frayeurs, ont été maintenues. Autant Hariri a représenté durant des années pour le 8 Mars une nuisance potentielle difficile à anticiper, autant sa participation au compromis de 2016 a fait de lui le « Premier ministre attitré du 8 Mars », et une pièce désormais essentielle de la stabilité à trois piliers (chrétien, sunnite, chiite) de la vie politique libanaise. Michel Aoun commentait lui-même l'absence de son chef du gouvernement en disant : « Saad est mon fils. Nous sommes arrivés [au pouvoir] ensemble, nous partirons ensemble³¹. »

À l'aune du besoin du Hezbollah de rassembler au mieux autour de ses intérêts, la pièce Hariri est essentielle au puzzle du parti dans son effort de ne pas s'aliéner la majorité sunnite, comme il avait en 2006 attiré à lui une grande partie des chrétiens en s'alliant à Michel Aoun. À moins que Saad Hariri ne choisisse de reprendre le chemin de la radicalité, une reconduction de ce dernier à la tête du gouvernement à l'issue des élections de mai 2018 est donc fort probable.

Un autre effet de l'erreur stratégique saoudienne de novembre 2017 devrait se faire sentir dans le résultat de ces élections, avec un transfert de la représentation des majorités confessionnelles vers le 8 Mars. À son retour à Beyrouth, Hariri lançait une chasse aux sorcières destinée à sanctionner, au sein du 14 Mars, les acteurs qui avaient appuyé sa démission durant son absence, et défendu auprès de Riyad l'idée de sa destitution au profit d'un chef sunnite moins conciliant. Les principales cibles ne sont autres que les derniers bastions du 14 Mars, à commencer par les Forces libanaises (chrétiennes) de Samir Geagea et les Kataëb (chrétiennes) de la famille Gemayel³². La brouille qui s'en est suivie entre alliés d'hier a achevé

30. « Hariri : Moi, je voudrais rester Premier ministre », *24 Heures*, 27 novembre 2017, disponible sur : www.24heures.ch.

31. « 'Aun : Sa'd ibnī. Dakhnā ma'an wa nakhruj ma'an », *Al-Akhbar*, 10 novembre 2017.

32. Après le retour de Hariri, des témoignages libanais et saoudiens autour des visites de Geagea et Gemayel en septembre 2017 à Riyad font état d'encouragements formulés par les deux hommes auprès des responsables saoudiens, dans le sens d'un remplacement de Saad Hariri par son frère Bahaa, jugé moins complaisant envers la coalition du 8 Mars.

de démanteler la coalition anti-syrienne qui avait vu le jour au lendemain de l'assassinat de Rafic Hariri en février 2005. Sauf intercession extérieure prochaine en faveur des incriminés du 14 Mars, le refus de Saad Hariri en ce début 2018 de former des listes électorales communes avec ses anciens compagnons de lutte, désormais accusés de trahison, et l'annonce de listes électorales regroupant pour certaines l'essentiel des autres forces militantes actives du Liban, placeront l'essentiel de la classe politique sous le parapluie du Hezbollah. L'influence iranienne sort indéniablement renforcée de la crise.



Mots clés

Liban
Saad Hariri
Hezbollah
Arabie Saoudite